

Bilan de fin de session parlementaire

Quelques jours après la fin de la session parlementaire à l'Assemblée nationale, le député péquiste de Groulx, René Gauvreau, a présenté son bilan et ses impressions sur les dossiers et les événements survenus au cours des derniers mois. «C'est simple: c'est une session décevante où c'est encore les gens de la classe moyenne qui vont payer plus», a dénoncé le député, visiblement mécontent des travaux et de l'ensemble des discussions qui ont animé l'Assemblée nationale.

Parmi les gros dossiers qui ont retenu l'attention de l'aile parlementaire, le député de Groulx est revenu sur le débat entourant les révélations dans le secteur de la construction et de l'éthique des parlementaires. Selon René Gauvreau, l'acharnement du gouvernement de refuser de mettre en place une commission publique dans le secteur de la construction démontre son manque d'écoute envers les demandes de la population du Québec. *«Ça m'a surpris de constater que le plus arrogant à l'Assemblée nationale dans tout le débat entourant la demande de commission publique dans le secteur de la construction a été Jean Charest. Ça m'a extrêmement déçu de la part d'un premier ministre»*, a-t-il indiqué, précisant que les citoyens du Québec ne souhaitent pas obtenir ce type d'attitude de la part de leur premier ministre.

Au chapitre du budget, le député a dénoncé les coupures du gouvernement libéral dans le financement des organismes ayant pour mandat d'informer et de conseiller le gouvernement sur les orientations à adopter. *«C'est simple: c'est un gouvernement qui n'aime pas la critique. La preuve, il a coupé dans le financement des organisations qui le critiquaient. Et les médias n'en ont pas parlé suffisamment, surtout, des impacts que ça va engendrer»*, précise-t-il.

Pour ce qui est du menu législatif, le député de Groulx a dénoncé l'utilisation du bâillon de la part du gouvernement afin de faire adopter le budget et l'ensemble des lois conflictuelles. *«Le gouvernement annonce des projets de loi qui sont retirés par la suite»*, indique-t-il, précisant que les parlementaires ont perdu du temps à travailler sur des lois mal préparées dès le départ.